

Bulletin d'histoire politique

L'histoire nationale révisée à l'aune du multiculturalisme

Jean-Marc Léger



Volume 5, numéro 1, automne 1996

L'enseignement de l'histoire au Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063587ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063587ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Léger, J.-M. (1996). L'histoire nationale révisée à l'aune du multiculturalisme. *Bulletin d'histoire politique*, 5(1), 59–63. <https://doi.org/10.7202/1063587ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'histoire nationale révisée à l'aune du multiculturalisme



Jean-Marc Léger,

Essayiste et directeur du Centre de recherche Lionel-Groulx.

La grande misère de l'enseignement de l'histoire au Québec, en particulier de l'histoire nationale, n'est pas étrangère à l'inquiétant affaiblissement du sens de l'identité, dont les signes se multiplient. Il y a là une menace moins clairement perçue mais à terme plus redoutable que la situation de la langue et de la démographie, si préoccupante celle-ci reste-t-elle.

Aussi, m'étais-je réjoui comme beaucoup d'autres lorsque le ministre de l'Éducation d'alors avait créé à l'été de 1995 (à l'incitation de l'ancien Premier ministre Jacques Parizeau) un groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire. J'y croyais lire, enfin, l'intention d'agir des pouvoirs publics, après une longue traversée du désert. Comme beaucoup d'autres, aussi, je suis tombé de haut. Le groupe a remis au Ministre, au début de juin, un rapport consternant, pour la partie du moins qui a trait à l'histoire nationale, où se révèle une dangereuse confusion des concepts et des valeurs et où se manifeste une inquiétante dérive.

Ce n'est pas ici le lieu de procéder à une analyse complète du rapport qui, comme tout document de cette espèce, contient une partie «description» et une partie «propositions». De l'état de situation qui est dressé, il n'y a guère à dire, d'autant qu'il s'agit de données connues depuis longtemps et fréquemment rappelées au cours des dernières années. Il serait difficile, par ailleurs, de ne pas souscrire à la plupart des recommandations relatives à la part et à la place qu'il importe d'accorder à l'histoire, universelle et nationale, dans les programmes d'enseignement aux divers cycles et à tous les niveaux. Tout cela est aussi naturel que nécessaire et le groupe aurait été bien inspiré de ne pas aller au-delà. On l'aurait alors applaudi sans réserve.

Là où le bât blesse, c'est la conception de l'histoire nationale qui sous-tend le rapport et qui, sous prétexte d'en actualiser l'enseignement, en arrive à mettre entre parenthèses nos origines françaises, à évacuer la notion d'identité nationale sous l'effet d'une idéologie confuse et sommaire, où se rejoignent l'obsession du «multiculturalisme» et le souci du «politiquement correct».

Loin de tenir les promesses de son titre ambitieux «Se souvenir et devenir», le document en prend plutôt le contre-pied, au point qu'après l'avoir lu, on peut se demander s'il a jamais existé telle chose que l'Amérique française et la Nouvelle-France, dont les noms même ont quasiment disparu, tout comme la mention de la «Conquête», qui doit cesser, paraît-il, d'être un repère majeur et un événement capital de notre histoire. On peut se demander tout autant s'il n'est pas devenu fantaisiste ou incongru, sinon inconvenant, de parler de Québec français de société française du Québec, voire même de Canadiens-Français, comme nous disions naguère, pour évoquer une histoire et pour affirmer une identité. Le Québec serait plutôt une addition de «communautés culturelles» dont la notion, parfaitement artificielle, et nocive pour les immigrants tout les premiers, est l'une des dominantes du rapport.

Dans le souci «d'adapter» l'enseignement de l'histoire nationale tant au mouvement de l'époque qu'à la transformation de la société québécoise, le rapport aboutit à rien moins qu'à «adapter» l'histoire elle-même, celle-ci devant être à géométrie variable, en fonction du milieu et du moment. Que la lecture de telle période ou de tel événement doive être modifiée de temps à autre, comme peut l'être l'appréciation du rôle de l'un ou l'autre acteur, voilà une évidence qui s'impose depuis longtemps. C'est là le résultat normal et heureux du travail de recherche qui, en histoire comme ailleurs, n'est jamais achevé.

Il n'en découle pas qu'il faille réécrire l'histoire, ni modifier l'importance relative des événements et la place qui leur est consentie, en fonction de facteurs circonstanciels, comme par exemple le poids plus ou moins considérable des immigrants à telle ou telle période de la vie d'une société: ce serait desservir à la fois celle-ci et ceux-là. En somme, il faudrait jouer en mineur ce que l'on avait accoutumé d'appeler «régime français» et n'évoquer que fort discrètement la grande aventure de la France en Amérique: il faudrait relire le passé à la lumière du présent et concevoir l'enseignement de l'histoire nationale dans une perspective multiculturelle.

L'esprit et les propositions du rapport en ce qui concerne l'enseignement de l'histoire nationale procèdent de deux logiques complémentaires, l'une de l'atomisation, l'autre de la négation: atomisation de la société québécoise, négation de la spécificité du Québec.

Atomisation de la société québécoise

Tout ce qui tend à cautionner et à renforcer la notion fallacieuse de «communauté culturelle» ne peut que retarder sinon empêcher l'intégration des immigrants, susciter des «ghettos» psychologiques, avec à terme une sorte d'apartheid, de développement séparé. Invention perverse, apparue voici une quinzaine d'années, cette notion aboutit à confiner l'immigrant dans un statut ambigu, à jouer l'ethnicité contre l'unité: elle encourage, à la limite, un phénomène de tribalisation. Le nombre grandit, d'ailleurs, d'immigrants qui refusent de se laisser enfermer dans des «communautés culturelles» et contestent la représentativité d'organisations qui prétendent parler en leur nom. «Quand cesserai-je donc d'être un "allophone"?", me demandait récemment, avec exaspération, un ami, originaire d'Europe centrale, arrivé chez nous depuis plus de vingt ans, et qu'un recenseur borné s'obstinait à vouloir comptabiliser dans une «communauté culturelle».

Or, voici que le Groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire, allant au-delà, entend que soit mis en relief, dans l'enseignement de l'histoire nationale, «l'apport des diverses communautés culturelles au développement du Québec». On croit rêver. Comment peut-on prétendre définir et mesurer la contribution de tel ou tel groupe d'immigrants ou de leurs descendants au développement du pays où ils ont choisi de se fixer et comment peut-on attribuer à leur origine ethnique, plus ou moins lointaine, la réussite professionnelle, la créativité, le rayonnement, de descendants d'immigrants? L'émigration n'est pas une aventure collective mais un choix individuel. Qu'il s'agisse de nationaux de souche ou d'adoption et d'intégration, l'aventure humaine est éminemment personnelle et il n'est point aisé de faire le départ entre l'inné et l'acquis.

L'idée de prétendre déterminer puis de faire enseigner, comme élément de l'histoire nationale, ce qui constituerait l'apport propre de «communautés culturelles», inexistantes parce qu'artificielles, est aussi vaine que saugrenue. Le fait seul d'envisager une telle opération et, d'abord, de répandre une telle notion donne la mesure de la confusion sur la relation entre la société d'accueil et les immigrants et souligne, une fois encore, à quels désastres peut

conduire une générosité non éclairée par la lucidité. On doit parler, certes, de la place propre et du rôle particulier des nations amérindiennes, d'une part (et assurément convient-il d'en évoquer longuement l'histoire, de façon distincte) et, de l'autre, de la communauté d'origine anglaise. Ce sont, et elles seules, des minorités au sens juste du terme.

Reconnaître les prétendues communautés culturelles, donner dans la fable malsaine du multiculturalisme, c'est compromettre l'unité du Québec, affaiblir davantage encore le sens de l'identité, rejeter les Néo-Québécois aux marges de la société, jouer en définitive la carte de la tribalisation. C'est rééditer Babel.

La négation de soi

Une logique de l'atomisation appelle ou suscite inévitablement une logique de la négation de la spécificité du Québec, de son caractère de nation distincte, de société française. Cette dimension française n'apparaît plus que comme l'une des caractéristiques d'une société qui serait essentiellement un rassemblement de «communautés culturelles». L'histoire nationale, si tant est qu'on puisse encore l'appeler ainsi, serait en somme l'addition des histoires des diverses composantes ethniques de l'actuelle société québécoise et c'est à partir de cette conception qu'il s'imposerait de relire, sinon de réécrire «l'histoire du Québec et du Canada», ou pourquoi pas «des Québec». Tout cela découle de l'adhésion à la notion d'une société prétendument multiculturelle. Il ne faudrait pas «gêner» les descendants d'immigrants, qui pourraient ne pas se reconnaître dans l'évocation de nos origines françaises!

La traduction la plus tristement éloquente, de cette position réside dans le nouveau découpage chronologique, qui est proposé pour l'enseignement de l'histoire nationale. Histoire du Québec et du Canada, I: de la préhistoire amérindienne à 1791 ou 1840 (nos doctes rapporteurs laissent le choix du terme en suspens) et II: de 1791 ou 1840 à nos jours. Voilà. La découverte du Canada par Jacques Cartier, la naissance de la Nouvelle-France, la prodigieuse aventure de l'empire français d'Amérique, le fait capital qu'a été la fin de cet empire avec la Conquête, autant d'événements désormais secondaires, qui ne marquent d'aucune façon un tournant de notre histoire. Il ne faut surtout pas encourager la fierté des origines, de peur de sembler «exclure» les communautés culturelles et de risquer d'entretenir le «nationalisme». La majorité, en somme, doit se faire harakiri, pour ne pas gêner les «communautés culturelles»!

L'adoption d'une pareille proposition, en plus d'être indéfendable sous l'angle du respect de la réalité historique, serait doublement nocive car elle aurait pour effet, d'une part de décourager l'intégration des immigrants à la société franco-qubécoise, de l'autre de mettre gravement en cause le sens de l'identité et la confiance en soi de notre société.

Le Groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire s'est apparemment laissé impressionner, sinon intimider, par certains groupes de pression bruyants, dressés en permanence contre tout ce qui est français, à la pointe du combat contre la loi 101, jamais suffisamment diluée. Les mêmes viennent, d'ailleurs, d'entreprendre le boycottage des établissements qui persistent, ô horreur, à n'afficher qu'en français.

La réaction du Groupe de travail est caractéristique d'une attitude fréquente chez nous: la peur de faire peur, la tendance à se regarder avec les yeux de l'adversaire, à tenter de lui faire sans cesse des concessions pour «gagner son amitié». Trop des nôtres sont plus enclins à se faire aimer (faire semblant de croire qu'on les aime), qu'à se faire respecter. Toutes les concessions, jusqu'à accepter de n'être plus, demain, qu'une «grosse communauté culturelle» dans un Québec généreux et babélisé, multiculturel et bilingue.

On veut espérer que le ministère de l'Éducation écarte catégoriquement la partie du rapport du Groupe de travail relative à l'histoire nationale. Il pourra prendre d'autant mieux les mesures qui permettront d'appliquer, progressivement, le reste.